

DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES**Un plan Marshall en perspective ?**

Les exportations hors hydrocarbures vont-elles bénéficier d'un plan Marshall ? Possible, dans la mesure où ces exportations peinent encore à se développer malgré quelques exceptions, notamment le groupe privé Cevital Agro-Industrie, lauréat du Trophée Export 2010

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Initié depuis 2003 par le World Trade Center Algeria (WTCA), le Trophée Export récompense chaque année les entreprises algériennes qui exercent dans les secteurs hors hydrocarbures pour leurs performances et dynamique avérée à l'export. Mercredi dernier, dans un hôtel d'Alger, et en présence des ministres du Commerce et de l'Industrie, de la PME et la Promotion de l'investissement, le Trophée Export 2010 a été attribué au groupe privé Cevital Agro-Industrie.

En outre, les entreprises Knauf Algérie (spécialisée dans la fabrication de plâtre), Splendid (cosmétique), Comaver (fabrication de verre) et les établissements Haddoud Salim (conditionnement de dattes) ont obtenu respectivement le prix spécial du jury, le 1^{er} et le 2^e prix d'encouragement et le prix sectoriel agricole.

Lauréat du Trophée Export 2010, le groupe Cevital a réussi, en effet, à exporter à partir du port de Béjaïa 377 000 tonnes de sucre

blanc vers 28 pays, notamment le Canada, la Suisse, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. D'une valeur de plus de plus de 235 millions de dollars, ce volume d'exportations aurait pu être plus important (400 000 tonnes) si le chargement portuaire n'avait pas posé problème, dira Issad Rebrab. Selon le président de la holding Cevital, qui réfute toute position monopolistique dans le domaine du sucre, l'acte d'exporter est possible, à charge cependant d'améliorer la logistique, d'«investir à une taille mondiale». Mais aussi d'avoir une «position dominante» pour assurer la compétitivité.

En ce sens, Cevital compte doubler le volume d'exportation de sucre, mais aussi des huiles et de la margarine. A l'instar de la filiale Mediterranean Float glass (MFG, spécialisée dans la production de verre et lauréate du trophée en 2009), d'autres filiales de Cevital exerçant dans l'électronique et l'électroménager devraient également développer leurs exportations. Malgré ces résultats, les exportations hors hydrocarbures



Photo : DR.

peinent encore à se développer, représentant 4% des 40 milliards de dollars d'importations et contraintes par un environnement réglementaire et des conditions de facilitation peu propices, malgré les efforts des pouvoirs publics. Voir

les exportations industrielles restent encore symboliques et même si les entreprises créées dans le cadre de partenariats ou d'investissements directs étrangers génèrent 10% du volume global des exportations hors hydrocarbures.

Faudrait-il, s'interroge le DG du WTCA, Ahmed Tibaoui, un plan Marshall pour le développement des exportations hors hydrocarbures ? Une perspective envisageable ? Possible.

Et cela même si Mustapha Benbada évoque plutôt l'amélioration de l'environnement global, l'extension du champ d'action du Fonds de soutien, le développement de la labellisation et de la formation. Et dans la mesure où un groupe de travail, issu de la dernière rencontre tripartite, mûrit des propositions en matière de financement bancaire et d'assurances notamment, en perspective de la prochaine rencontre tripartite.

Et d'autant, ajoute Mohamed Benmeradi, qu'un plan d'action opérationnel est lancé pour valoriser les secteurs industriels bien positionnés (industries agroalimentaires et pharmaceutiques) et qu'un programme de mise à niveau est initié au profit de 20 000 PME en concertation avec les opérateurs économiques.

C. B.

SES ÉTATS GÉNÉRAUX ONT ÉTÉ CLÔTURÉS JEUDI DERNIER**La société civile en quête de consécration constitutionnelle**

Les états généraux de la société civile, les premiers du genre, ont été clôturés jeudi dernier au Palais des nations (Club des Pins) à Alger.

Réunissant plus de 1 100 représentants du mouvement associatif et syndical notamment, tant autonome que gravitant autour de l'establishment politique, ces états généraux, initiés sous l'égide du Cnes (Conseil national économique et social), ont donné l'occasion, durant trois jours, à l'expression citoyenne. Une expression libre relativement, marquée encore par le simple constat même si des propositions et des recommandations pertinentes ont été formulées dans les cinq ateliers mis en place. Et cela même si les débats n'ont pu parfois échapper aux réactions intempestives, à certaines formes de déstabilisation, à la logorrhée inutile, outre l'absence de certains acteurs sociaux.

Néanmoins, les participants ont pu adopter, outre une déclaration finale, la Charte de la société civile, ouverte à l'adhésion et voulue consacrer le rôle de cette société en tant qu'acteur civil et civique de citoyenneté, la gouvernance démocratique et de la

démocratie participative. Ainsi, la charte considère la société civile comme un «élément constitutif» de la nation, l'«émanation de la collectivité nationale dans toute sa diversité», sans être «antinomique de la société politique, mais s'en distingue par son action exclusivement civile et civique».

Outre la consécration institutionnelle, les participants ont clairement prôné un ancrage constitutionnel de la société civile. En ce sens, les recommandations formulées lors de ces états généraux seront transmises au président de la République et au Premier ministre, et même à la commission Bensalah.

C'est ce que le président du Cnes Mohamed-Seghir Babès, a laissé entendre lors de la clôture. En précisant, par ailleurs que les recommandations formulées feront l'objet d'une application immédiate» par l'exécutif et que l'instance consultative mènera durant les prochains mois, et dans les 48 wilayas du pays, une large campagne de concertation et de consultation de l'«avis» du citoyen.

C. B.

REPORT DU DÉMANTÈLEMENT**TARIFAIRE À 2020****L'Algérie et l'Union européenne signeront l'accord mardi prochain**

L'Algérie et l'Union européenne signeront mardi prochain à Bruxelles un accord sur le report du démantèlement tarifaire à 2020. Selon le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, s'exprimant mercredi dernier en marge de la cérémonie du Trophée Export 2010, les négociations relatives aux volets agricoles et industriels sont en bonne voie d'être clôturées. En rappelant que le report du démantèlement de 2017, date prévue dans le cadre de l'accord d'association en vigueur depuis 2005, à 2020 devrait permettre de «donner un nouveau souffle aux entreprises algériennes pour améliorer leurs performances et optimiser leur compétitivité».

C. B.

TOMATE INDUSTRIELLE**Une récolte prometteuse, malgré certains aléas**

De par son importance en tant que l'une des principales cultures stratégiques, la filière de la tomate industrielle avait rassemblé, ce week end à la Direction des services agricoles d'Annaba, la majorité des intervenants dans ce produit agricole transformé en double concentré, sans lequel la cuisine algérienne perdrait une bonne partie de son âme.

Pourquoi cette rencontre s'est tenue spécialement à Annaba ? Tout simplement parce que 80% environ de la production nationale en tomate industrielle est concentrée (au propre, géographiquement et industriellement) dans les quatre wilayas de l'extrême nord-est du pays qui sont, Annaba El Tarf, Skikda et Guelma.

Ainsi, les prévisions pour la récolte de cette saison 2011 tablent sur 600 000 tonnes qui donneront quelque 60 000 tonnes de double concentré de tomate, soit l'équivalent de plus de 50% des besoins nationaux en ce produit. Cette récolte aurait pu être plus abondante ne serait-ce les aléas climatiques.

En effet, près de 20 % des 16 000 hectares réservés par les agriculteurs des quatre wilayas à ce fruit ayant souffert,

durant le mois de mai, du mildiou, maladie parasitaire attaquant les cultures telles la tomate, la vigne, la pomme de terre...

Cette rencontre d'Annaba présidée par M. Lakhdar Merakchi, directeur général de l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilv) relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a eu le mérite de mettre sur la table l'ensemble des problèmes et préoccupations des producteurs et transformateurs.

Elle a également permis aux techniciens de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), ingénieurs agronomes et spécialistes des produits phytosanitaires de donner leurs avis sur le développement de cette filière. Producteur de tomate industrielle, ayant occupé la fonction de président de la Chambre d'agriculture d'Annaba pendant de nombreuses années, Messaoud Chebbah est un spécialiste reconnu en agriculture en général en filière tomate industrielle en particulier de par sa formation d'ingénieur agronome.

De par ses qualités, il a été choisi pour occuper la présidence du Comité national interprofessionnel de la tomate (Cnit), dont la création a fortement été souhaitée par le ministère de l'Agriculture «dans l'intention de booster cette filière et arriver à l'autosuffisan-

ce et pourquoi pas à l'exportation», a affirmé M. Merakchi. Et d'ajouter que les quatre dinars et 1,5 dinar par kilo octroyés respectivement aux producteurs et aux conserveurs «dénotent de la volonté des pouvoirs publics à accompagner la filière», estimant que la région de l'extrême nord-est, l'une des plus arrosées de l'Algérie est propice non seulement à la tomate, mais aussi à d'autres cultures à forte valeur marchande et pouvant même intéresser des pays étrangers.

Certains producteurs ayant dépassé l'année écoulée les 1 000 quintaux de tomate fraîche à l'hectare se sont inquiétés pour l'écoulement du surplus de production n'ayant pas fait préalablement l'objet de contrat de livraison avec les transformateurs. Les responsables présents ont tenu à rassurer ces producteurs quant à la prise en charge du produit de leur labeur.

A moins de quinze jours de la campagne de cueillette du fruit, l'emballage métallique pour le concentré de tomate était l'autre préoccupation des conserveurs. Mêmes assurances des responsables pour le conditionnement de la totalité de la production. Sur ce point, M. Chebbah souhaite une intervention dans les hautes sphères du gouvernement (cette question ne concerne pas uniquement le ministère de l'Agriculture, mais aussi un

ensemble d'autres ministères dont celui de l'Industrie). Pour ce grand spécialiste de la filière : «certains comportements égoïstes ont été à l'origine de la cassure de la filière qui a, pourtant, donné à ses débuts des résultats couvrant jusqu'à 80% de la demande nationale». En effet, à une certaine période pas aussi lointaine, la région disposait de 22 unités de transformation. Elles ne sont, aujourd'hui, que sept qui s'apprentent à recevoir la production de la saison 2011.

Les présents à cette réunion ont, par ailleurs, évoqué un autre problème pouvant altérer leur travail. Ils ont cité les imputs, intrants et autres produits phytosanitaires importés de l'étranger et dont certains commercialisés ne sont pas conformes aux exigences voulues, et, plus grave, constituent un danger pour la santé publique. Ce point a fait réagir le DG de l'Onilv qui a souligné «la vigilance des pouvoirs publics quant à tout ce qui a trait à la santé du citoyen».

Ingrédient nécessaire pour la préparation des mets de la cuisine algérienne, le concentré de tomate y est présent à longueur d'année en ce lieu. Peut-on imaginer un seul instant une chorba pour le ftour du Ramadan sans cet ingrédient ? Une écrasante majorité d'Algériens vous répondra par la négative.

A. Bouacha